

Bruxelles, le 31.10.2016
C(2016) 7053 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 31.10.2016

**relative au programme d'action annuel 2016 (première partie) en faveur de la
République de Côte d'Ivoire à financer sur le 11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 31.10.2016

relative au programme d'action annuel 2016 (première partie) en faveur de la République de Côte d'Ivoire à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9(1),

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la Côte d'Ivoire pour la période 2014-2020³, dont le point 1.2 établit les trois priorités suivantes: renforcement de l'Etat et consolidation de la paix, développement de l'agriculture et développement de l'énergie.
- (2) Le programme d'action annuel financé au titre de l'accord interne du 11^e Fonds européen de développement (FED) (ci-après 'l'accord interne')⁴ vise à appuyer le Gouvernement ivoirien dans ses efforts pour assurer le développement économique et la stabilité du pays sur le long-terme.
- (3) L'action intitulée "Contrat de Bonne Gouvernance et de Développement" a pour objectif de soutenir les efforts du gouvernement de la Côte d'Ivoire dans la mise en œuvre de sa Politique nationale de développement en vue d'éradiquer la pauvreté, de promouvoir la croissance durable et inclusive, et d'améliorer la bonne gouvernance. Elle sera mise en œuvre via un appui budgétaire, en gestion directe avec la Côte d'Ivoire.
- (4) L'action intitulée "Programme d'Appui au secteur Vivrier" vise à contribuer à la sécurité alimentaire et à la création d'emplois par la promotion d'une production vivrière et de manioc de qualité, moderne, durable, résiliente aux changements climatiques et par une commercialisation fiable et équitable permettant un approvisionnement régulier des marchés. Cette action sera mise en œuvre via une gestion indirecte avec la Côte d'Ivoire.

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ Décision C(2014)3586

⁴ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1

- (5) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission⁵ applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (6) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte au pays partenaire désigné dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1 et de l'article 17, du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour superviser et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Ces mesures et les tâches confiées sont décrites dans les annexes 1 et 2 de la présente décision.
- (7) L'ordonnateur responsable peut attribuer des subventions sans appel à propositions sous réserve que les conditions applicables aux exceptions aux appels à propositions prévues à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 37, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323 soient remplies. Il est ainsi envisagé d'octroyer une subvention, dans le cadre du programme d'appui au secteur Vivrier, au Fonds Interprofessionnel pour le Conseil et la Recherche Agricole, qui par son mandat et sa capacité est la seule organisation capable d'intervenir avec une action d'ampleur nationale en faveur du renforcement des filières Manioc et Maraicher en Côte d'Ivoire.
- (8) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (9) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, la Commission doit définir ce que l'on entend par « modifications non substantielles de la présente décision », afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (10) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision relative au programme d'action annuel 2016 (première partie) en faveur de la République de Côte d'Ivoire à financer sur le 11^e Fonds européen de développement, présentée dans les annexes, est adoptée.

Le programme comporte les actions suivantes:

- Annexe 1: Contrat de Bonne Gouvernance et de Développement;
- Annexe 2: Programme d'Appui au secteur Vivrier.

⁵ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre du programme visé à l'article 1^{er} est fixée à 80 000 000 EUR et est financée sur le 11^e Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées aux entités désignées dans les annexes 1 et 2, sous réserve de la conclusion des conventions y afférentes.

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323 sont énoncés dans les annexes.

.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévu est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 31.10.2016

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission